

SYNTHESE DE DOCUMENTS (40 points)

A partir des quatre documents ci-joints, vous ferez une synthèse ordonnée, concise et objective sur l'évolution du rôle des femmes dans la société.

- 1) Pierre BOURDIEU, *La domination masculine*, Editions du Seuil, 1998.
- 2) Jean-Jacques ROUSSEAU, *Émile ou de l'éducation*, 1782, Réédité par G.F., 1966.
- 3) Christian BAUDELOT et Roger ESTABLET, *Allez les filles!* Editions du Seuil, 1992.
- 4) Les clefs de l'info, Article du *Monde*, avril 1997.

Document 1

Etant exclues de l'univers des choses sérieuses, des affaires publiques, et tout spécialement économiques, les femmes sont restées longtemps cantonnées dans l'univers domestique et dans les activités associées à la reproduction biologique et sociale de la lignée; activités (maternelles notamment) qui, même si elles sont apparemment reconnues et parfois rituellement célébrées, ne le sont que pour autant qu'elles restent subordonnées aux activités de production, seules à recevoir une véritable sanction économique et sociale, et ordonnées par rapport aux intérêts matériels et symboliques de la lignée, c'est-à-dire des hommes. C'est ainsi qu'une part très importante du travail domestique qui incombe aux femmes a encore aujourd'hui pour fin, dans beaucoup de milieux, de maintenir la solidarité et l'intégration de la famille en entretenant les relations de parenté et tout le capital social par l'organisation de toute une série d'activités sociales - ordinaires, comme les repas où toute la famille se retrouve, ou extraordinaires, comme les cérémonies et les fêtes (anniversaires, etc.) destinées à célébrer rituellement les liens de parenté et à assurer l'entretien des relations sociales et du rayonnement de la famille, ou les échanges de cadeaux, de visites, de lettres ou de cartes postales et d'appels téléphoniques.

Ce travail domestique reste pour l'essentiel inaperçu, ou mal vu (avec, par exemple, la dénonciation rituelle du goût féminin pour le bavardage, au téléphone notamment...) et, lorsqu'il s'impose au regard, il est déréalisé par le transfert sur le terrain de la spiritualité, de la morale et du sentiment, que facilite son caractère non lucratif et « désintéressé ». Le fait que le travail domestique de la femme n'a pas d'équivalent en argent contribue en effet à le dévaluer, à ses yeux mêmes, comme si ce temps sans valeur marchande était sans importance et pouvait être donné sans contrepartie, et sans limites, d'abord aux membres de la famille, et surtout aux enfants, mais aussi à l'extérieur, pour des tâches bénévoles, à l'Eglise, dans des institutions charitables ou, de plus en plus, dans des associations ou des partis. Souvent cantonnées dans des activités non rémunérées et peu portées de ce fait à penser en termes d'équivalence du travail en argent, les femmes sont, beaucoup plus souvent que les hommes, disposées au bénévolat, religieux ou caritatif notamment.

BOURDIEU P., *La domination masculine*, Chap. III, Editions du Seuil, septembre 1998.

Document 2

Il ne convient donc pas à un homme qui a de l'éducation de prendre une femme qui n'en ait point, ni par conséquent dans un rang où l'on ne saurait en avoir. Mais j'aimerais encore cent fois mieux une fille simple et grossièrement élevée, qu'une fille savante et bel esprit, qui viendrait établir dans ma maison un tribunal de littérature dont elle se ferait la présidente. Une femme bel esprit est le fléau de son mari, de ses enfants, de ses amis, de ses valets, de tout le monde. De la sublime élévation de son beau génie, elle dédaigne tous ses devoirs de femme, et commence toujours par se faire homme à la manière de mademoiselle de l'Enclos (1). Au dehors, elle est toujours ridicule et très justement critiquée, parce qu'on ne peut man-

quer de l'être aussitôt qu'on sort de son état et qu'on n'est point fait pour celui qu'on veut prendre. Toutes ces femmes à grands talents n'en imposent jamais qu'aux sots. On sait toujours quel est l'artiste ou l'ami qui tient la plume ou le pinceau quand elles travaillent; on sait quel est le discret homme de lettres qui leur dicte en secret leurs oracles. Toute cette charlatanerie est indigne d'une honnête femme. Quand elle aurait de vrais talents, sa prétention les avilirait. Sa dignité est d'être ignorée ; sa gloire est dans l'estime de son mari ; ses plaisirs sont dans le bonheur de sa famille. Lecteurs, je m'en rapporte à vous-mêmes, soyez de bonne foi : lequel vous donne meilleure opinion d'une femme en entrant dans sa chambre, lequel vous la fait aborder avec plus de respect, de la voir occupée des travaux de son sexe, des soins de son ménage, environnée des hardes de ses enfants, ou de la trouver écrivant des vers sur sa toilette, entourée de brochures de toutes les sortes et de petits billets peints de toutes les couleurs ? Toute fille lettrée restera fille (2) toute sa vie quand il n'y aura que des hommes sensés sur la terre.

ROUSSEAU J. J., *Emile ou de l'éducation*, 1762, Réédité par G.F. 1966.

(1) : Ninon de Lenclos (1616-1706) : femme de lettres, connue pour la liberté de ses mœurs et son indépendance d'esprit –qui lui valurent d'être guillotinée.

(2) : fille : célibataire

Document 3

A qualification égale, quel que soit le secteur d'emploi, les salaires féminins sont toujours inférieurs aux salaires masculins : dans l'industrie, écarts de 11 % chez les manœuvres, de 14 % chez les ouvriers spécialisés, de 19 % chez les ouvriers professionnels, de 17 % chez les techniciens, de 24 % chez les contremaîtres, de 24 % chez les cadres, de 48 % chez les cadres supérieurs. Dans les assurances, où les différences sont moindres, ils passent de 3 % chez les employés à 10 % chez les employés hautement qualifiés, 20 % chez les cadres et 35 % chez les cadres supérieurs.

Dans tous les secteurs, les écarts entre les hommes et les femmes s'accroissent quand on monte dans la hiérarchie des qualifications. Le fait ne peut être imputé à une moindre valorisation par les femmes de leur expérience professionnelle. Tout se passe comme si la fonction de responsabilité comportait dès la définition de l'emploi une destination masculine. On peut confirmer cette interprétation des faits en observant que les écarts entre hommes et femmes sont plus forts quand, à un niveau de qualification donné, la mixité est très faible. Ainsi les écarts dans l'industrie sont-ils plus forts pour les postes d'ouvriers professionnels, rarement occupés par les femmes, que pour les postes d'employés hautement qualifiés, où la mixité est plus fréquente. Le fait même qu'un emploi soit occupé par un homme lui confère d'emblée une importance supérieure. La statistique rejoint l'observation de terrain de M. Maruani et Nicole : « Il serait donc abusif de déduire que la loi à travail égal, salaire égal n'est pas respectée, puisque en fait la condition - travail identique entre hommes et femmes - n'est presque jamais réalisée. Mais il ressort alors que l'inégalité homme - femme est bien plus profonde, puisque enracinée dans les faits, dans l'emploi même ».

Il est difficile de soutenir que les écarts observés entre hommes et femmes proviennent de l'inégale qualité du capital humain personnellement accumulé. En matière de formation initiale, l'investissement féminin se traduit par une plus grande précocité, un plus grand sérieux et une évaluation de soi plus exigeante. Le seul handicap scolaire des femmes serait leur moindre résistance à la compétition, l'école et les entreprises s'accordant ici à donner une prime à la culture masculine de l'agon (1). Mais, lors même que les filles s'exposent aux difficultés de la lutte scolaire, et s'y montrent les égales des hommes, les écarts de salaire demeurent. Entre un homme et une femme de même ancienneté, tous deux sortis d'une grande école, l'écart sur le salaire mensuel s'établissait en 1985 à 1620 francs, le salaire féminin ne représentant alors que 82 % du salaire masculin.

On invoque aussi une moindre valorisation de l'expérience professionnelle, la plus grande charge familiale, le plus grand nombre d'heures consacrées au travail domestique et sous-

traites au travail professionnel, soit directement par l'absentéisme, soit indirectement par un moindre investissement dans le travail et la carrière. Mais cette hypothèse n'est pas vraiment confirmée par les faits : les multiplicateurs de salaire liés à l'expérience professionnelle ne sont que faiblement inférieurs chez les femmes.

BAUDELOT C. - ESTABLET R., *Allez les filles*, Chap. 9, Collections Points Actuels, Editions du Seuil, 1992.

(1) agon : goût pour la compétition.

Document 4

Pour la première fois en France, un débat sur la présence des femmes dans la vie politique a été organisé à l'Assemblée nationale, mardi 11 mars. Ou plutôt sur leur absence. Car la France se distingue par une quasi-exclusion des femmes du monde politique - elle est même la lanterne rouge de l'Europe avec la Grèce. La tenue d'un débat au Parlement, même s'il n'a pas débouché sur des mesures concrètes, était donc, en soi, un événement.

Force est de constater que plus de cinquante ans après l'obtention du droit de vote, la place des femmes en politique demeure marginale. Repris par la Constitution de 1958, le préambule de celle de 1946 énonçait pourtant que « *la loi garantit à la femme, dans tous les domaines, des droits égaux à ceux de l'homme* ». Un demi-siècle plus tard, l'inégalité la plus criante reste en la matière la loi commune de la vie politique française. Depuis 1946, la proportion de femmes à l'Assemblée est passée de 5,7 % à 5,6 %. Les femmes sont tout autant sous-représentées au sein de l'exécutif. Elles n'occupent guère plus de 10 % des postes ministériels. Actuellement, 12 % des ministres ne sont pas des hommes.

Dans les assemblées territoriales, la situation n'est pas plus reluisante. Dans les conseils régionaux, les femmes ne sont que 12,3 % des élus. Et une seule femme, Marie-Christine Blandin (des Verts), assure la présidence d'un des conseils régionaux, celui du Nord-Pas-de-Calais. Dans les départements, la représentation féminine est très proche de celle décrite au niveau national. Depuis les élections cantonales de 1992, seuls 5,6 % des conseillers généraux sont des femmes. Enfin, dans les villes, les femmes sont un peu plus présentes. Elles sont plus de 20 % dans les conseils municipaux, mais les fonctions de maire leur sont rarement réservées, 7,6 % des communes sont dirigées par des femmes, rarement dans les grandes villes. Seules onze villes de plus de 30 000 habitants sont dirigées par des femmes, et une seule ville de plus de 100 000 habitants, Strasbourg, est dirigée par une femme, Catherine Trautman, socialiste.

Longtemps acceptée, cette situation apparaît aujourd'hui comme indéfendable et inadmissible. En décalage profond avec l'évolution de la société, des mœurs et des mentalités, la marginalisation politique des femmes devient un des symboles du décalage entre la société civile et la vie politique. Reste à définir un moyen de mettre un terme à cette situation.

Le premier ministre a annoncé qu'il était personnellement favorable à des quotas de candidates aux scrutins de liste, c'est-à-dire aux élections municipales, régionales et européennes. Cette proposition a été critiquée par les élus de la majorité, globalement hostiles à toute intervention en ce sens, et par les partisans de mesures volontaristes, qui l'ont trouvée trop timorée. Le gouvernement devrait annoncer des mesures en juin. A moins que les partis politiques ne décident de montrer la voie.

Les clés de L'Info, Le Monde, avril 1997.

Ecriture personnelle (20 points) :

Comment expliquez-vous les inégalités entre les situations des hommes et des femmes dans la société contemporaine ?